

INTERNATIONAL

« Escalade » au Moyen-Orient : la France et les États-Unis jouent les pompiers pyromanes

page 4

DOSSIER

Sans patrie ni frontières, une seule classe ouvrière, non à l'Europe forteresse !

page 6

VIE DU PARTI

Européennes : votez pour la liste « Pour un monde sans frontières ni patrons, urgence révolution ! »

page 10

NPA JEUNES

Tri social à la fac : la présidence de Tolbiac recule devant la mobilisation étudiante

page 12

RÉVOLUTIONNAIRES

13 • 25 AVRIL 2024 • 2€ • LE JOURNAL DU NPA POUR UN PARTI DES TRAVAILLEURS ET TRAVAILLEUSES, COMMUNISTE ET INTERNATIONALISTE



ÉDITORIAL

Face à la répression d'État et à la violence patronale, faisons bloc

J eudi 18 avril, Jean-Paul Delescaut, secrétaire de l'Union départementale CGT du Nord, a été condamné à un an de prison avec sursis et 5 000 euros d'amende pour « apologie du terrorisme ». Ce militant syndical était poursuivi en raison d'un tract écrit collectivement et diffusé le 10 octobre dernier, trois jours après l'attaque du Hamas contre Israël. Cette condamnation sonne comme un avertissement à toutes celles et ceux qui expriment leur solidarité avec le peuple palestinien, écrasé sous les bombes à Gaza depuis plus de six mois et victime depuis 75 ans d'oppression coloniale.

LA CRIMINALISATION DU SOUTIEN AU PEUPLE PALESTINIEN

« Les horreurs de l'occupation illégale se sont accumulées. Depuis samedi [7 octobre], elles reçoivent les réponses qu'elles ont provoquées » : c'est ce passage du tract qui a permis à la justice d'estimer que le tract « constituait une légitimation d'un attentat de masse sous couvert d'une analyse historique ». Jean-Paul Delescaut n'est pas un cas isolé. Rima Hassan, candidate LFI aux élections européennes, est convoquée par la police le 30 avril, elle aussi pour « apologie du terrorisme », juste après l'interdiction de la réunion publique en solidarité avec la Palestine qu'elle devait tenir à Lille en compagnie de Jean-Luc Mélenchon. C'est aussi le cas de Sihame Assbague, journaliste et militante antiraciste, ou encore d'Anasse Kazib, cheminot, militant révolutionnaire et syndicaliste à Sud-Rail, de la présidente du groupe LFI à l'Assemblée nationale, Mathilde Panot et de bien d'autres. Selon le ministère de la Justice,

SUITE PAGE 2 >>



ÉLECTIONS EUROPÉENNES 2024

Pour suivre ou rejoindre notre campagne : linktr.ee/sans_frontieres_ni_patrons

POUR UN MONDE SANS FRONTIÈRES NI PATRONS



SELMA LABIB
CONDUCTRICE DE BUS

URGENCE RÉVOLUTION!



GAËL QUIRANTE
POSTIER



SITE WEB : www.nouveaupartianticapitaliste.fr

YOUTUBE : @Revolutionnaires_journal

COMPTE INSTAGRAM : @selma_labib et @gaelquirante



POLITIQUE p. 1-2-3	INTERNATIONAL p. 4-5	DOSSIER p. 6-7	PREMIÈRES LIGNES p. 8-9	VIE DU PARTI p. 10	CULTURE p. 11	NPA JEUNES p. 12
Éditorial : Face à la répression d'État et la violence patronale, faisons bloc La faute des gens Des moyens pour une fin de vie digne garantie pour tous Des patrons attachés à la liberté... d'acheter la presse	« Escalade » au Moyent-Orient : la France et les États-Unis jouent les pompiers pyromanes Politique de l'impé- rialisme dominant : la vérité des prix Crise écologique et élections euro- péennes : silence, ça tousse Porte-avions Charles-de-Gaulle : sous commandement de l'Otan ou pas, c'est toujours la guerre !	SANS PATRIE NI FRONTIÈRES, UNE SEULE CLASSE OUVRIÈRE, NON À L'EUROPE FORTERESSE ! Migrer pour survivre Frontex, arme de guerre contre les exilés Les travailleurs saison- niers : une circulation soumise aux besoins des capitalistes Travailleurs français immigrés, mêmes pa- trons même combat ! Régularisation de tous les sans-papiers ! L'extrême droite prospère sur la pauvreté à Mayotte	Auto : MA France Aulnay : 100 % d'ouvriers en grève depuis 6 jours ! Dassault : répression et management agressif RATP : 300 euros ! Alchimistes des profits... par la dissolution de nos emplois ! Mineurs isolés ? Unis dans la lutte ! À Keolis, ça repart pour un tour... de grève !	Pour sanctionner la casse sociale de Macron et la démagogie raciste de Le Pen, pour donner de la force à un programme de lutte : votez pour la liste « Pour un monde sans frontières ni patrons, urgence révolution ! » Le NPA en campagne : agenda (réunions publiques, meetings...)	SÉLECTION Résistance antinazie ouvrière et internatio- naliste - De Nantes à Brest, les trotskistes dans la guerre (1939- 1945), R. Hirsch, H. Le Dem et F. Preneau Une série à voir : <i>Machine</i> ou <i>Le Capital</i> version kung-fu !	Tri social à la fac : la présidence de Tolbiac recule devant la mobilisation étudiante Écoles d'art : en lutte contre l'austérité ! Un pour tous, tous au Crous !

»» SUITE DE L'ÉDITORIAL

600 procédures étaient en cours en janvier 2024 pour « apologie du terrorisme » ou « provocation à la haine raciale ». Il s'agit d'une véritable inflation répressive, qui vise à faire taire toute contestation et qui s'appuie sur une indignation bien sélective. Car à ce jour, aucune poursuite n'a été engagée contre ceux qui légitiment le génocide en cours à Gaza, qui a déjà fait plus de 34 000 morts sous les bombes, dont un tiers d'enfants, et se poursuit par une famine organisée.

UNE DÉRIVE AUTORITAIRE CONTRE TOUTE FORME DE CONTESTATION

Cette répression contre celles et ceux qui soutiennent le peuple palestinien est un pas supplémentaire dans le cours autoritaire et liberticide du gouvernement Macron. Manifestations et réunions politiques interdites, militants convoqués par la police, lycéennes et lycéens mis sous surveillance, sportifs, chercheurs, universitaires, écrivains, cinéastes blacklistés, adjoint au maire privé de son mandat... le gouvernement affûte ses armes répressives pour les employer demain à plus grande échelle contre une contestation sociale qu'il a toutes les raisons de craindre.

Car après les annonces de coupes budgétaires dans les services publics, qui vont peser particulièrement sur les classes populaires, après la nouvelle attaque contre les droits des chômeurs, le patronat poursuit l'offensive avec l'annonce de centaines de licenciements. Alors même que les actionnaires se gavent de dividendes, ce sont les fermetures d'usines qui sont promises aux travailleurs. Stellantis fait planer la menace sur plusieurs usines du groupe. ExxonMobil annonce la vente de plusieurs sites et la suppression de 677 emplois à Gravenchon (Seine-Maritime). Et maintenant, c'est au tour de Sanofi d'annoncer 300 emplois supprimés.

Le gouvernement n'est pas en reste, avec son ministre de la Fonction publique, Guérini, qui annonce que les licenciements ne seront plus « tabous » dans la fonction publique. En réalité, des licenciements de fonctionnaires, il y en a déjà sur des motifs disciplinaires. Mais le gouvernement use de bien d'autres méthodes pour réduire les effectifs, entre gel des embauches et dégradation des conditions de travail pour pousser dehors des travailleuses et travailleurs exténués.

Alors oui, il y a bien des raisons de se révolter et de s'organiser contre ce monde barbare qu'engendrent le capitalisme et la loi du profit. Et pas question d'accepter de se laisser bâillonner.

• 23/04/2024

La faute des gens

La campagne européenne du gouvernement est lancée : chaque semaine, Gabriel Attal annonce d'un claquement de bottes une nouvelle volée de « mesures choc », destinées à jouer des coudes avec l'extrême droite. En guise de choc, c'est surtout celui de la matraque qui résonne, visant à réprimer tel comportement supposé ou telle catégorie au sein des classes populaires... pour mieux épargner les politiques patronales et gouvernementales.

LE COUP DU LAPIN

La pénurie de médecins : c'est la faute de ceux qui ratent leur rendez-vous. Il faut donc taper par une « taxe lapin ». La baisse des financements publics pour la santé, alors que les besoins augmentent ? Les fermetures de lits et d'hôpitaux ? Les conditions de travail sont toujours plus déplorables faute d'embauches dans la santé ? Ne cherchez pas de prétextes, puisqu'on vous dit que c'est la faute des gens !

LES LOGEMENTS « ACCAPARÉS »

La pénurie de logement : c'est la faute de ceux qui restent dans leur HLM quand leur revenu a dépassé le plafond. Un phénomène, largement gonflé, servi comme explication aux 2,4 millions de demandes de HLM en attente et aux 330 000 personnes sans domicile ! Il ne faudrait surtout pas chercher du côté de la chute vertigineuse de la construction de logements sociaux, du détournement du livret A au profit de l'industrie de guerre, ou encore des loyers qui s'envolent et des 3,1 millions de logements laissés vacants alors qu'une loi de réquisition existe. Puisqu'on vous dit que c'est la faute des gens !

UNE JEUNESSE À ENCASERNER

Quant aux jeunes, c'est leur violence qui pourrait la vie dans les écoles et les quartiers, surtout pas la misère, le chômage, la fermeture des services publics, le manque de moyens, d'enseignants ou de personnels. Qu'importe si le discours est éculé, resservi depuis des décennies à chaque émeute ou fait divers, pourtant à rebours des réalités mesurées. Ce qui crève les yeux serait plutôt la violence décuplée de la police : combien de lycéens se sont faits tabasser par des flics devant leur lycée ou dans leur quartier ? Mais qu'importe, puisqu'il faut justifier les délires autoritaires qui font fureur au gouvernement, il y aura toujours un fait divers à saisir !

LES SERVICES PUBLICS, TROP CHERS

La dette dérape, répète Bruno Le Maire. Ses plans pour faire des économies amputent les budgets de l'Éducation, de la culture, de l'écologie, des transports... Les fonctionnaires de ces services utiles à la population sont accusés de coûter trop cher - alors que paradoxalement les concours de recrutement n'attirent plus au vu des salaires. Stanislas Guérini, ministre de la Fonction publique, a trouvé la solution : si pénurie il y a, c'est qu'il faut « lever le tabou du licenciement dans la fonction publique ». Pour embaucher, il faut licencier ? Comprenez qui pourra. Dans le fond, pour Le Maire, c'est encore la faute des gens, trop habitués à « la gratuité de tout pour tous ». Parole d'un ministre qui n'a pas dû faire ses courses depuis un certain temps !

La dette publique rapporte chaque année des dizaines de milliards d'euros en intérêts aux banques et institutions



financières. C'est le carburant essentiel de leur spéculation. Cette dette a explosé à deux reprises dans les vingt dernières années. Pas pour financer des services publics mais pour venir au secours du patronat et avant tout aux plus grands groupes, lors de la crise financière ouverte en 2008, puis lors de la crise Covid. Et elle continue de se creuser avec les réductions d'impôts et niches fiscales pour les plus riches et les entreprises.

LES CHÔMEURS, CES FAINÉANTS

La pénurie d'emplois : évidemment la faute à ceux qui n'en ont pas ! Ces chômeurs qu'il faut contraindre à prendre un emploi, n'importe lequel, en les plongeant dans la misère. Les travailleuses et travailleurs qui se battent aujourd'hui contre les licenciements, à PSA-Stellantis, Sanofi ou ailleurs, sont ceux que l'on traitera demain de fainéants qui ne veulent pas travailler.

ET LES IMMIGRÉS ALORS ?

Ils sont accusés de tout à la fois : chômage, bas salaires, insécurité, sexisme... même le racisme viendrait maintenant des immigrés. Un comble ! Le gouvernement et l'extrême droite se partagent la ficelle : les fractions les plus précaires des classes populaires sont toujours les plus faciles à pointer du doigt.

CEUX QUI DÉCIDENT, LES VRAIS RESPONSABLES

Les accusateurs des classes populaires sont les mêmes qui se mettent aux petits soins pour le patronat, lui déroulant le tapis rouge des cadeaux fiscaux, subventions et autres marchés publics, compatissant pour ces pauvres milliardaires menaçant d'aller exploiter ailleurs si l'on n'accélère pas les attaques contre les travailleurs. Ce patronat contrôle tout et décide de tout dans cette société capitaliste. Il peut envoyer des centaines de travailleurs pointer au chômage, privés de revenus, alors même qu'il empoche des records de profits et de dividendes. Ce même patronat nous pourrit la vie par les bas salaires et le sous-effectif. Alors, comme ne dit pas un fameux proverbe chinois, « quand le gouvernement et l'extrême droite désignent le pauvre, le sage regarde qui se cache derrière leur dos ».

DES MOYENS POUR UNE FIN DE VIE DIGNE GARANTIE POUR TOUS

Ce lundi 22 avril, le projet de loi sur la fin de vie du gouvernement est arrivé à l'Assemblée. Il ouvrirait une mise en place possible d'une aide à mourir sous conditions très strictes, pour des patients majeurs, en mesure d'exprimer clairement leur volonté, et subissant des souffrances intolérables et impossibles à traiter, à l'exception des maladies psychiatriques. Les réactionnaires en tous genres sont très attachés à la vie dès lors qu'il s'agit que des personnes extrêmement malades continuent à souffrir contre leur gré. Une société dans laquelle les richesses abondent devrait pourtant pouvoir donner à chacun et chacune la possibilité d'être accompagné et de voir sa souffrance soulagée.

Mais dans la société actuelle, soumise à la loi du profit, aux restrictions permanentes dans les budgets vitaux pour la population, comme celui de la santé publique, comment imaginer que la manière de régler la question de la fin de vie volontaire de personnes en grandes souffrances serait traitée avec tout le soin nécessaire, aussi bien

pour les riches que pour les pauvres ? Le droit de choisir comment partir dans des conditions dignes pour les personnes concernées et leurs proches est un progrès essentiel. Les unités spécialisées font un travail indispensable reconnu par les familles des patients, mais encore faut-il que les travailleurs et surtout les travailleuses de la santé en aient les moyens.

La ministre de la Santé, Catherine Vautrin, a annoncé qu'un milliard d'euros seront débloqués sur 10 ans pour les soins palliatifs. Ces mesures insuffisantes ignorent le gros du problème : 30 % des postes en soins palliatifs ne sont pas pourvus, en 2021 c'est au bas mot 150 médecins qu'il manquait dans ces services. En 2023, la Cour des comptes estimait que les besoins en soins palliatifs n'étaient couverts qu'à 50 %. Le sous-investissement et l'absence de politique publique solide sont répartis inégalement, certains départements sont de véritables déserts médicaux. En termes de soins palliatifs, la situation est encore plus exacerbée. À titre d'exemple, les territoires toujours maintenus en situation coloniale sont complètement délaissés avec deux fois moins de lits en soins palliatifs en

Ces mesures insuffisantes ignorent le gros du problème : 30 % des postes en soins palliatifs ne sont pas pourvus, en 2021 c'est au bas mot 150 médecins qu'il manquait dans ces services.

moyenne qu'en métropole, et record battu pour Mayotte qui n'en dispose d'aucun ! Ces 100 millions supplémentaires par an sur une durée de 10 ans, que le gouvernement se targue d'avoir débloqués, ne représentent en réalité qu'une augmentation d'environ 7 % par an du budget accordé aux soins palliatifs, c'est-à-dire, de quoi tout juste compenser l'inflation autour des 5 %. Pas de quoi attirer les soignants dans ces services, puisqu'il manque déjà des soignants partout.

PAR EMMA MARTIN • 23/04/2024

DES PATRONS ATTACHÉS À LA LIBERTÉ... D'ACHETER LA PRESSE

En novembre 2021, Bernard Arnault et Vincent Bolloré, deux des capitalistes français les plus puissants lorgnaient sur le journal Le Figaro. Pas pour ses résultats financiers : selon Mediapart, le groupe Figaro perdait des dizaines de millions d'euros par an. Le principal actionnaire depuis 2004, le groupe Dassault, a refusé de vendre. Ce n'est pas qu'il compte sur son groupe de presse pour gagner de l'argent. La fortune du clan vient de l'aéronautique. Mais Le Figaro y contribue, par exemple en « rééquilibrant » par ses articles flatteurs les critiques qui frappaient l'avion de combat Rafale, invendable pendant 20 ans... sauf à l'armée française.

TRAFIC D'INFLUENCE

La presse n'est pas une activité très rentable. Bien qu'ils bénéficient (comme les médicaments remboursés par la Sécurité) d'une TVA réduite à 2,1 % et d'importantes subventions publiques au motif - louable mais dévoyé - de favoriser l'accès à l'information, les titres de presse doivent régulièrement être renfloués. Et souvent par des milliardaires jouant les philanthropes. En réalité, investir dans un groupe de presse est un levier pour exercer une influence politique, toujours utile pour décrocher des commandes publiques validées par des élus. Bouygues, grand groupe du BTP, contrôle TF1 depuis sa privatisation en 1986. Quel homme ou femme politique prendrait le risque de se fâcher avec l'actionnaire majoritaire du journal télévisé le plus regardé en France ? La presse peut défaire une carrière... ou bien la lancer, comme celle d'Eric Zemmour. Sa candidature à la dernière élection présidentielle a fait l'objet d'une exposition médiatique inouïe : rien qu'en septembre 2021, 15 passages dans des grands médias et 4 167 occurrences dans l'ensemble de la presse écrite, alors qu'il n'était même pas encore candidat¹.

DIS MOI QUI TE POSSÈDE, JE TE DIRAI POUR QUI TU ROULES

Zemmour, habitué des tribunaux pour ses provocations racistes, qui prend ses lubies réacs (Pétain sauveur des Juifs français, si, si !) pour des vérités historiques, propulsé par la libre presse ? Oui, enfin surtout par Bolloré et ses semblables. Le Point appartient à François Pinault (groupe Kering) depuis 1997. Bernard Arnault (LVMH) possède entre autres *Les Échos*, *Le Parisien* / *Aujourd'hui en France*, *Paris-Match*, *Radio Classique*. Bolloré est de loin le plus gros requin : il allie

à la presse magazine (*Géo*, *Femme actuelle*, *Capital*, *Gala*), la télé (Canal+, C8, CNews, CStar), la radio (Europe 1, RFM) et l'édition (Hachette). Xavier Niel (Free) fait exception. Il vient de céder ses parts dans le groupe *Le Monde* (*Le Monde*, *Télérama*, *Courrier International*, *L'Obs*) à un fonds de dotation, une entité dans laquelle les actions détenues ne peuvent pas être revendues - Mediapart a eu recours à ce système pour préserver son capital des achats « hostiles ». Mais il contrôle toujours les titres de la presse régionale du groupe *Nice-Matin* et *France-Antilles*.

Le 15 mars dernier, Patrick Drahi, ex-proprétaire de *Libération* et *L'Express*, vendait Altice Media (BFM TV, RMC) pour 1,55 milliard d'euros. L'acheteur, Rodolphe Saadé, est le PDG du groupe de fret maritime CMA-CGM, considérablement enrichi par l'explosion des tarifs de transport par conteneur à la sortie du confinement de la planète. Possédant déjà plusieurs journaux régionaux, certains lui prêtent l'intention de constituer, en soutien à Macron, un empire rival de celui

de Bolloré. Mais avec les mêmes méthodes : fin mars, Saadé décidait de mettre à pied le directeur de la rédaction de *La Provence*, Aurélien Viers, pour une jugée critique envers le ministre de l'Intérieur Darmanin. Une grève unanime des journalistes l'en a empêché. Une victoire bienvenue, car les luttes des journalistes contre leur mise au pas se terminent aussi parfois par des défaites, comme au JDD « bollorisé » l'été dernier malgré six semaines de grève.

PAR MATHIEU PARANT • 22/04/2024

1. Pauline Perrenot, *Zemmour : un artefact médiatique à la Une*, 5 octobre 2021, www.acrimed.org.

APRÈS LE SUCCÈS DE 2023 EN 2024, LA SOUSCRIPTION CONTINUE !

OBJECTIF 300 000€ AU 1^{ER} MAI !

>>> PAIEMENT EN CHÈQUE OU EN LIGNE : nouveupartiantcapitaliste.fr/souscription
 >>> POUR PLUS D'INFORMATIONS : souscription@nouveupartiantcapitaliste.fr

FAITES UN DON AU NPA POUR SOUTENIR NOTRE COMBAT RÉVOLUTIONNAIRE !

» Don en ligne :



nouveupartiantcapitaliste.fr/souscription/

RÉVOLUTIONNAIRES

NUMÉRO 13 • 25 AVRIL 2024 • 2 EUROS
 ÉDITÉ PAR « LES AMIS DE RÉVOLUTIONNAIRES - JOURNAL DU NPA » ASSOCIATION LOI DE 1901.
 ADRESSE : BP60008 IVRY 94201 CEDEX
 BUREAU DE L'ASSOCIATION : MARIE-HÉLÈNE DUVERGER, AURÉLIEN GAUTREAU, CLAUDE ROUSSET
 DIRECTEUR DE PUBLICATION ET RESPONSABLE DE RÉDACTION AURÉLIEN GAUTREAU
 CPPAP 0525 P 11528
 NUMÉRO ISSN 2970-6548
 TIRAGE 5 000 EXEMPLAIRES
 IMPRESSION POP - PARIS OFFSET PRINT
 30, RUE RASPAIL, 93120 LA COURNEUVE
 TÉL. : 01 49 63 66 66

ABONNEZ-VOUS

POUR 12 NUMÉROS 24€
..... OU 30€ PRIX DE SOUTIEN

PAR VIREMENT
 Envoyez un mail à abonnement@nouveupartiantcapitaliste.fr
 PAR CHÈQUE
 À l'ordre : "Les Amis de Révolutionnaires - Journal du NPA"
 ADRESSE : LES AMIS DE RÉVOLUTIONNAIRES - JOURNAL DU NPA BP60008 IVRY 94201 CEDEX

CONTACTEZ-NOUS

courrier.des.lecteurs@nouveupartiantcapitaliste.fr

« Escalade » au Moyen-Orient : la France et les États-Unis jouent les pompiers pyromanes

Le 19 avril, l'armée israélienne a visé le territoire iranien sans faire, d'après les officiels iraniens, de « dégât majeur ». L'attaque se voulait une riposte à l'offensive de l'État iranien de la semaine précédente. Elle-même étant une réponse à l'attaque israélienne du 1^{er} avril qui avait rasé le consulat iranien en Syrie et fait 16 morts.

LES IMPÉRIALISTES À LA RESCOUSSE DE L'AGRESSEUR

L'État d'Israël est à l'origine de cette confrontation. Il est gouverné depuis trente ans par l'extrême droite la plus raciste. Sa politique de colonisation à Jérusalem et en Cisjordanie se double de l'apartheid qu'il fait subir aux Arabes israéliens, et aux massacres en cours depuis six mois à Gaza. En se présentant comme ennemi de l'État d'Israël, le régime iranien veut redorer son blason car il fait lui-même face à des vagues de révoltes : manifestations de femmes contre le sexisme d'État, grèves d'ouvriers pour obtenir de quoi vivre et la liberté de s'organiser pour revendiquer... Cette dictature religieuse réactionnaire n'est l'alliée d'aucun peuple opprimé ! Il n'empêche que depuis plusieurs semaines, c'est l'Iran qui a été ciblé et non l'inverse.

L'Iran avait annoncé à l'avance sa réponse symbolique du 13 avril. Et via leurs bases dans la région, les armées française et britannique, l'aviation américaine et même la défense jordanaïenne se sont coalisées pour défendre l'État d'Israël et ont pu intercepter 99 % des drones et missiles lancés. Cela n'a pas empêché les dirigeants israéliens de riposter le 19 avril. La coalition internationale contre l'Iran est un rappel. L'État d'Israël n'aurait pas les moyens, ni matériels ni militaires, de mener cette guerre permanente aux Palesti-

niens et de frapper d'autres pays de la région sans le soutien des grandes puissances.

Le soutien américain ou français à Israël est « inconditionnel » car ce petit État s'engage à jouer son rôle de gendarme au service de l'ordre impérialiste. Exactement comme l'Égypte ou l'Arabie saoudite, qui ont aussi à maintes reprises fait allégeance aux États-Unis et bénéficient en retour de ce que les dirigeants des pays dits « démocratiques » appellent le « droit à se défendre ». Dans le même temps, ces grandes puissances n'envoient que quelques colis humanitaires par parachute aux 2 millions de Gazaouis ciblés par une armée génocidaire, affamés et privés de soins.

CONTRE LES RÉGIMES D'OPPRESSION : UNITÉ DES EXPLOITÉS !

Il n'y a pas de guerre de religion au Moyen-Orient, mais la loi du plus fort : c'est-à-dire des grands groupes capitalistes américains ou européens, dont les accès aux marchés et aux matières premières sont soutenus par divers moyens militaires, soit des interventions directes soit à travers des régimes alliés dictatoriaux, génocidaires ou intégristes. Les peuples de la région, quelles que soient leur origine ou leur religion, en payent le prix.

Pour en finir avec les escalades militaires, pour arrêter le plus vite possible le massacre



MANIFESTATION EN SOUTIEN AU PEUPLE PALESTINIEN. | PARIS, JANVIER 2024 | HERMANN CLICK

génocidaire à Gaza, il faudra renverser la domination capitaliste et que, partout dans le monde, les peuples s'en mêlent. Ici en France, à nous de dénoncer la guerre israélienne et la complicité de l'État et des capitalistes français appuyés par le gouvernement de Macron et par son « opposition » Parlementaire d'extrême droite.

» POUR EN SAVOIR PLUS :

Éclairage sur les conséquences pour la population iranienne :



www.nouveaupartianticapitaliste.fr/iran-israel

• 23/04/2024

Trente ans après le génocide des Tutsis au Rwanda, toujours pas de reconnaissance de la complicité de la France



En 1994 se déroulait le dernier génocide du xx^e siècle qui a causé 800 000 morts parmi la population tutsie. L'État français, dirigé par le socialiste Mitterrand, est intervenu activement en soutien au régime suprémaciste hutu dans le but de maintenir l'influence impérialiste de la France en Afrique.

» Notre dossier en ligne :



www.nouveaupartianticapitaliste.fr/trente-ans-apres-le-genocide-des-tutsis-au-rwanda-quelle-reconnaissance-de-la-complicite-de-la-france

Politique de l'impérialisme dominant : la vérité des prix

Après six mois de blocage lié au duel électoral qui oppose Trump et Biden, la Chambre des représentants des États-Unis a adopté quatre projets de lois concernant la politique extérieure et représentant plus de 95 milliards de dollars de dépenses. Comme tous les budgets, celui-ci est un concentré de la politique de la principale puissance impérialiste du monde :

- 13 milliards d'aide supplémentaires à l'armée israélienne, plus 2,4 milliards pour renforcer la défense anti-aérienne des bases américaines au Moyen-Orient et 9 milliards pour l'aide humanitaire à Gaza - par des circuits qui contournent l'UNRWA, l'agence des Nations-Unies pour les réfugiés, accusée sans preuve de complicité avec le Hamas par Netanyahu, donc en passant par des ONG... américaines ou israéliennes. L'hypocrisie de l'impérialisme à visage humain qui donne une aide humanitaire superficielle aux victimes d'un génocide qu'il a financé !
- 8 milliards pour « tenir tête à la Chine », avec des fonds pour concurrencer les investissements de Pékin dans les pays du Sud, et des milliards pour l'aide militaire à Taïwan.
- Plus de 60 milliards pour une « aide à l'Ukraine » dont les premiers bénéficiaires seront les marchands d'armes américains : 14 milliards consacrés à l'acquisition de matériel militaire de nouvelle génération pour le Pen-

tagone, 13 milliards pour « compléter les stocks » de l'armée américaine, 11 milliards pour les opérations américaines en Europe de l'Est (dont l'entretien des bases de l'Otan), 14 milliards pour équiper l'armée ukrainienne avec du matériel américain en fin de vie¹, et 9 milliards de prêts au gouvernement de Zelensky pour s'assurer de la dépendance économique de l'Ukraine pendant et après la guerre. Le peuple ukrainien ne profitera donc rien de cette « aide à l'Ukraine » qui permettra tout juste à l'armée de Zelensky, le représentant de la bourgeoisie, de tenir Poutine en échec et de prolonger la guerre avec le sang des Ukrainiens et des Russes.

PAR RAPHAËL PRESTON • 22/04/2024

1. L'astuce budgétaire, pratiquée aussi en France, consiste à écouler les stocks et facturer le remplacement au coût du matériel neuf.



JOE BIDEN, SARA ET BENJAMINNETANYAHU. ISRAËL, JANVIER 2024 | MATTY STERN

Crise écologique et élections européennes : silence, ça tousse

Mardi 16 avril, quelques-unes des têtes de listes pour les prochaines européennes s'opposaient dans un débat consacré à l'écologie et animé par le médiatique ingénieur Jean-Marc Jancovici. Nous n'étions pas invités et c'est dommage car nous aurions eu des choses à dire. Peut-être que nos conceptions révolutionnaires sont trop radicales pour « Janco », lequel a profité de ce débat pour s'afficher aux côtés des « responsables » dont il se rêve le conseiller.

S'il prenait pourtant un peu de recul, il verrait que les seules mesures acceptables du point de vue du système capitaliste sont celles qui sont rentables pour les grands patrons et contraignantes pour les travailleurs. C'est d'ailleurs ce qui détermine les positions de toutes les forces du champ politique.

LA DÉMAGOGIE CARBONÉE DU RASSEMBLEMENT NATIONAL

L'extrême droite attise dans les classes populaires le rejet de mesures impopulaires parce que pesant un peu plus sur les modes de vie. Elle donne plusieurs tons à sa tirade, comme le nez de Cyrano. Climato-sceptique : les experts du Giec exagèrent¹. Modeste : ce n'est pas la France toute seule qui peut sauver la planète. Nationaliste : nous n'allons pas faire d'efforts pour les autres. Quant à la voiture individuelle, pas touche. Les cadres du RN ont souvent des chauffeurs, pas question pour eux de prendre le train.

L'écologie n'est chez eux qu'un prétexte pour ressasser leurs marottes d'extrême droite sur la défense des terroirs, l'enracinement dans une « France éternelle » qui n'existe que dans leur tête. Cette variante de localisme conduit – car on y revient toujours – à justifier le rejet des étrangers.

MACRON : OSCILLATION

Les macronistes alternent entre leur critique démagogique de l'écologie « punitive » et les subventions distribuées en open bar à tous les patrons qui sortent la peinture verte. À l'occasion du mouvement des agriculteurs, le gouvernement a pulvérisé le plan Écophyto dont le but était de réduire l'usage des pesticides. Dans le même temps, la loi sur l'industrie verte et son cortège d'aides publiques destinées aux entreprises rentrait en vigueur.

Plus récemment, la panique simulée autour du déficit a été l'occasion d'entailles dans les budgets. Parmi les victimes, les aides à la rénovation des logements et le « *leasing social* » des véhicules électriques. Cela n'empêchera pas le gouvernement de mépriser ceux qui, faute de pouvoir faire autrement, roulent en diesel et vivent dans des passoires thermiques.

LE RÉCHAUFFEMENT FERA-T-IL AUSSI FONDRE LES FAUX-SEMBLANTS DE LA GAUCHE INSTITUTIONNELLE ?

Comment, dans cette société, la transition ne pèserait pas sur les classes populaires ? La gauche l'affirme mais se montre bien en peine de le démontrer. En revanche, elle se fait bavarder sur le financement de cette transition. Bien sûr, pour la forme, elle parle de faire contribuer les plus riches, de leur reprendre par l'impôt un peu de ce qu'ils ponctionnent sur le travail. Mais c'est pour leur rendre aussitôt, car cet argent sera distribué en subventions et en commandes publiques. Il permettra de structurer des marchés d'avenir (énergies renouvelables, rénovation thermique). De toute façon, le gros du budget sera abondé par un grand emprunt « vert » qui rapportera son intérêt à ceux qui pourront y souscrire. Qu'importe le bout par lequel on prenne le problème, c'est une affaire.

Cette même gauche fait aussi vibrer la corde nationaliste à sa manière, en faisant

de la France et l'Europe les champions de l'écologie dans un monde sous carbone. Raphaël Glucksmann parle de « *puissance écologique européenne* » à base de nucléaire et de renouvelables contre le gaz russe et le charbon chinois, Macron Aubry dégage le « *protectionnisme écologique* » pour refouler les pollutions venues de loin. Au lieu d'une concurrence entre régions, les problèmes environnementaux qui ne connaissent pas de frontières mériteraient une solution d'ensemble à l'échelle de la planète.

En effet, pas de renouvelables en Europe sans acier ou terres rares de Chine, sans cuivre du Chili ni cobalt du Congo... et donc sans les énergies, loin d'être toujours « vertes », utilisées dans ces pays. L'internationalisme n'est pas une lubie mais une condition pour régler la crise écologique. Cela suppose d'en finir avec la défense des intérêts des capitalistes français et européens sur le marché mondial. Or c'est là le seul terrain sur lequel se positionne cette gauche qui aspire à gouverner.

TIC-TAC : L'URGENCE, C'EST D'EN FINIR AVEC LA LOI DU PROFIT !

À l'occasion du débat chez Jancovici, l'écologiste Marie Toussaint a défendu la baisse de l'utilisation de l'avion : il faut « *changer le rapport au temps* » dit-elle, il faut un « *changement de société* »... et puis elle passe à autre chose.

Oui, il faut changer le rapport au temps,

mais dans cette société où le temps c'est de l'argent et où l'argent est roi (et donc maître des horloges), que peut signifier cette formule ? Le Shift Project, l'organisme de Jancovici, propose de systématiser les congés sans solde pour partir loin sans prendre l'avion. Manifestement, le nouveau « rapport au temps » ne se débarrasse pas du vieux rapport d'exploitation salarié : c'est aux travailleurs de renoncer à de la paye s'ils veulent prendre des vacances.

Changer le rapport au temps, ce serait déjà réduire le temps de travail. Se passer de la voiture, mettre un peu plus de temps pour se

déplacer en prenant les transports en commun, le vélo ou ses pieds, renouer avec de longs voyages en train, pourquoi pas, mais pas dans une société à 7, 8, 9 heures de travail par jour, 5 ou 6 jours par semaine, 47 semaines par an, 42 ans dans une vie ! Pas de nouveau rapport au temps sans remettre en cause toute l'organisation sociale réglée par cette loi du profit !

PAR BASTIEN THOMAS • 23/04/2024

1. Pour Thomas Ménagé, député RN, les scientifiques du Giec auraient « *parfois tendance à exagérer* ».

PORTE-AVIONS CHARLES-DE-GAULLE : SOUS COMMANDEMENT DE L'OTAN OU PAS, C'EST TOUJOURS LA GUERRE !

Du 26 avril au 10 mai, le porte-avions Charles-de-Gaulle participe à la mission de l'Otan Akila dans la Méditerranée, sous l'autorité de l'état-major maritime des Forces navales de frappe et de soutien de l'Otan. L'intention est claire : opérer une démonstration de force, notamment face à la Russie. Dans la droite ligne des rododromes guerrières de Macron, il s'agit pour le gouvernement français de s'afficher comme une force centrale de l'impérialisme européen.

Cette nouvelle démonstration guerrière est un pas de plus dans la militarisation, le risque d'affrontement avec la Russie. L'armée française n'intervient jamais pour « la

paix » : c'est toujours pour défendre les intérêts de l'impérialisme français, et partout où elle est passée, notamment en Afrique, elle n'a laissé derrière elle que misère et désolation.

Mais est-ce pour cela que Florian Philippot, leader d'extrême droite, mais malheureusement aussi Jean-Luc Mélenchon, s'indignent ? Pas du tout ! Ce qui serait grave, ce ne serait pas le déploiement d'une flotte aéronavale militaire agressive, c'est que cela soit fait... sous commandement de l'OTAN ! « *Tristesse. Vassalisation affichée* », dit Mélenchon. « *Soumission historique de la France à l'Otan et donc aux Américains !* », s'exclame Philippot de son côté.

Le commandement militaire s'est empressé de les rassurer : le contre-amiral Jacques Mallard a expliqué que cela ne durerait qu'une « *petit quinze jours* », et que « *au final, ce transfert de compétence est toujours réversible* ».

Otan ou pas, l'armée française, ses porte-avions, ses sous-marins nucléaires et ses Rafale, c'est toujours la guerre !

PAR AURÉLIEN PÉRENNA • 22/04/2024



PORTE-AVIONS CHARLES-DE-GAULLE PASCAL SUBTIL

SANS PATRIE NI FRONTIÈRES,

UNE SEULE CLASSE OUVRIÈRE,

NON À

L'EUROPE FORTERESSE !

SELMA LABIB

CONDUCTRICE DE BUS



Migrer pour survivre

Selon la Banque mondiale, environ 184 millions de personnes, soit 2,3 % de la population mondiale, vivent en dehors de leur pays de nationalité. C'est dire si l'absurde théorie du « grand remplacement » devrait vite retourner dans les poubelles de l'histoire. D'ailleurs, si toutes et tous sur cette planète pouvaient bouger, où serait le problème ? Un migrant sur cinq vit aux États-Unis, le deuxième pays qui en accueille le plus est l'Allemagne. Visiblement, accueillir des migrants n'entraîne pas la ruine !

Aujourd'hui, la majorité des 740 millions de personnes ayant quitté leur zone de naissance ont migré à l'intérieur de leur propre pays. D'ici à 2050, le changement climatique risque de contraindre 216 millions de personnes à migrer à l'intérieur de leur pays. À la fin de l'année 2022, plus de la moitié des réfugiés étaient originaires de seulement trois pays : la Syrie, l'Ukraine et l'Afghanistan. Trois pays frappés par des guerres longues, meurtrières, et dans lesquelles les grandes puissances impérialistes sont très impliquées.

Parmi les migrants internationaux, seul un tiers se sont déplacés d'un pays pauvre vers un pays riche. Actuellement, la Turquie est le pays qui accueille le plus grand nombre de réfugiés (3,6 millions), dont presque tous sont syriens. Elle est suivie de l'Iran, qui accueille principalement des Afghans, et de la Colombie, terre de refuge de 2,5 millions de Vénézuéliens. L'Allemagne, pays le plus riche d'Europe, n'arrive qu'en quatrième position... Et la France, en neuvième. Peut mieux faire !

Si toutes et tous sur cette planète pouvaient bouger, où serait le problème ? Un migrant sur cinq vit aux États-Unis, le deuxième pays qui en accueille le plus est l'Allemagne. Visiblement, accueillir des migrants n'entraîne pas la ruine !



GAËL QUIRANTE

POSTIER

À BAS LE « PACTE » DE L'UNION EUROPÉENNE CONTRE LES MIGRANTS

Depuis sa fondation, l'Union européenne se construit selon un paradoxe pleinement assumé : atténuer l'importance des frontières internes aux pays membres, mais renforcer toujours plus les frontières externes à cet espace. D'où cette expression d'Europe « forteresse » : douze États européens ont déjà fait construire 2 000 kilomètres de murs et de barbelés sur les frontières extérieures de l'UE, et parfois même entre pays de l'UE. Pour se protéger de quel péril ? Non seulement les migrations internationales ne sont pas un danger pour l'Europe, mais elles lui sont nécessaires. De nombreuses projections font état de son déclin démographique : depuis 2012, le solde naturel de l'UE est négatif – c'est-à-dire que le nombre de décès excède le nombre de naissances. C'est par le choix très intéressé de l'ancienne chancelière Angela Merkel d'ouvrir, dans une certaine mesure, les frontières pour accueillir des réfugiés en 2015, que l'Allemagne a enrayer ce déclin démographique... Car le capitalisme sait promouvoir une vision utilitariste des migrants, considérés comme une force de travail nécessaire à son économie. Mais il sait aussi, à travers une propagande politique très étudiée, promouvoir le racisme et la xénophobie. Le thème récurrent d'une Europe qui serait assiégée par les migrants, bien loin de la réalité, est là pour tenter de nous diviser. Les lois

qui rendent toujours plus difficile l'immigration légale ont aussi pour effet de rendre les travailleurs étrangers captifs de leurs employeurs et particulièrement vulnérables.

Avec son « Pacte migratoire », le Parlement européen vient encore de durcir sa politique migratoire : les pays d'arrivée seront chargés d'entrer les empreintes digitales, la photo du visage et les documents d'identité des demandeurs d'asile et des migrants dans une base de données centralisée, y compris pour les enfants dès l'âge de six ans ! Dans le cadre d'une « procédure à la frontière », les demandeurs d'asile seront détenus dans ces « centres fermés » durant l'examen de leur demande, y compris les familles avec enfants, pour une durée pouvant atteindre six mois.

L'Union européenne traite les exilés non comme des personnes qui ont besoin d'aide, mais comme des délinquants. Ce « Pacte sur la migration et l'asile » doit être aboli, il faut se battre pour l'ouverture des frontières et le droit à la libre circulation et installation de toutes et tous, ainsi que pour les mêmes droits pour tous les travailleurs !

SELMA LABIB

FRONTEX, UNE ARME CONTRE LES EXILÉS

Avec un budget de 5,6 milliards d'euros pour 2021-2027, soit 900 millions d'euros par an, Frontex est l'agence la mieux dotée financièrement de toute l'UE. Elle dispose de 10 000 gardes-frontières et de toutes les technologies existantes pour traquer les migrants : drones, caméras thermiques, radars mobiles, etc. La surveillance des frontières est en effet devenue la poule aux œufs d'or pour un certain nombre de sociétés spécialisées dans les technologies de détection et de contrôle. Les commandes de Frontex sont la source de honteux profits, alors que cet argent permettrait d'accueillir dignement bien des exilés. C'est un choix politique que fait l'Union européenne, celui de les présenter comme un danger, qu'il faut refouler à tout prix. Ce n'est pas un hasard si l'ancien directeur de Frontex, Fabrice Leggeri, mis en cause pour violations avérées des droits humains, est actuellement candidat aux Européennes

sur la liste RN. Mais sous son nouveau directeur, l'action de Frontex reste la même : refoulements illégaux à la frontière de la Bulgarie, « push back » d'embarcations en péril de la Grèce vers la Turquie, communication d'informations aux gardes-côtes libyens pour qu'ils interceptent des bateaux. L'Union européenne confie la surveillance de ses frontières à des pays tiers comme la Turquie, la Tunisie ou la Libye, et leur verse des subventions pour qu'ils retiennent les migrants, alors que les violences à leur égard sont avérées. Le secours en mer est actuellement assuré uniquement par quelques ONG, qui rencontrent les plus grandes difficultés à mener leur action. Selon les chiffres du projet « Migrants disparus » (Missing Migrants) de l'Office international des migrations, entre janvier 2014 et avril 2024, 29 442 migrants sont morts ou ont été portés disparus au cours d'une tentative de traversée de la Méditerranée. Près de 3 000 migrants par an. Et il ne s'agit ici que des chiffres connus, les véritables chiffres étant sans doute bien plus élevés. Rendre les frontières toujours plus difficiles à franchir ne les rend que plus dangereuses. Une politique criminelle, qui ne vise qu'à faire des exilés les responsables de tous les maux engendrés par le capitalisme, et qui maintient beaucoup d'entre eux dans des conditions de vie et de travail proches de l'esclavage.

DES FRONTIÈRES POUR LES PAUVRES,

PAS POUR LES RICHES !

Selon le pays où l'on est né et la nationalité que l'on possède, on ne dispose pas du même droit à la mobilité. Certains ont le droit de circuler librement, avec ou sans visa, alors que d'autres sont privés du droit à franchir légalement les frontières. Une injustice qui recoupe les inégalités de développement dans le monde : ainsi, le détenteur d'un passeport français peut voyager sans visa dans 194 pays, alors que les personnes originaires d'Afrique subsaharienne doivent avoir un visa, qui leur est bien souvent refusé, quelle que soit leur destination. Ces inégalités sont aussi fonction de la classe sociale à laquelle on appartient : un travailleur français n'aura pas les moyens de faire du tourisme dans le monde entier, et un riche de pays pauvre aura toute liberté de s'expatrier, particulièrement s'il achète des biens ou investit dans d'autres pays.

« Jamais nous n'avons été forts en étant divisés : division et exploitation patronale sont les deux bouts d'un même bâton. »

L'extrême droite prospère sur la pauvreté à Mayotte

Marine Le Pen a débarqué samedi 20 avril à Mayotte pour faire de la surenchère contre les migrants comoriens, pauvres parmi les pauvres de l'île et qui seraient la cause de tous les problèmes. Elle est arrivée dans la foulée de l'opération « place nette » menée par le gouvernement, qui tire une fois de plus un trait d'égalité entre immigration et délinquance : le but affiché est de démanteler 1 300 cases en tôle (bangas) d'ici juin, laissant les gens croupir dans la rue, comme après l'opération Wuambushu, et d'arrêter 60 « chefs de gangs » dont rien n'est dit de qui ils sont ni d'où ils viennent... ni en quoi cela va aider les Mahorais à être mieux logés.

D'après Marine Le Pen, tous les problèmes de Mayotte, crise aiguë de l'eau, manque d'enseignants ou de logements, désert médical, pauvreté des pêcheurs, seraient dus aux immigrés comoriens. Exactement le même discours que le gouvernement, qui garde la main sur ce bout de l'archipel des Comores pour défendre les intérêts stratégiques de l'impérialisme français dans la zone. Tout en maintenant l'immense majorité de la population dans la misère et en lui faisant croire que la seule solution est de taper sur ses cousins plus pauvres des Comores.

TRAVAILLEURS FRANÇAIS IMMIGRÉS, MÊMES PATRONS MÊME COMBAT ! RÉGULARISATION DE TOUS LES SANS-PAPIERS !

Les travailleurs saisonniers : une circulation soumise aux besoins des capitalistes

On oppose souvent la circulation des marchandises, libre et fluide dans l'économie mondialisée, à celle des êtres humains, soumise à de nombreux contrôles. C'est bien sûr une réalité. Dans le cadre du capitalisme, la logique est de mettre les mobilités humaines au service de la production. Pour que la production s'organise à flux tendus, les travailleurs sont soumis à des logiques de mobilité et de précarité, tels les saisonniers agricoles en Europe. Plus d'un million de migrants travaillent dans les champs européens. Les oranges de Calabre sont récoltées par des journaliers venus d'Afrique de l'Ouest et payés au cageot. Les olives de Grèce sont cueillies par des travailleurs pakistanais, recrutés à la journée sur les places des villages. Les fraises de la province de Huelva, en Espagne, sont ramassées par des femmes venues du Maroc. Les myrtilles, dont la production a quadruplé depuis 2015 au Portugal, sont cueillies par... des Népalais. Tous vivent au milieu des champs, dans des conteneurs ou des tentes de fortune, bien souvent sans eau ni électricité. Ils sont bien souvent sans-papiers, et même quand ils sont embauchés légalement, ils ne touchent pas le salaire minimum car toutes leurs heures ne sont pas payées.

Il s'agit d'une véritable industrie migratoire, dont profitent les capitalistes, où l'humain est lui aussi traité comme une marchandise. Ce n'est pas le marché du travail qui doit conditionner les déplacements des êtres humains en vue de leur exploitation. Les travailleurs se déplacent pour pouvoir vivre et ce sont eux qui produisent tout ! Le minimum est qu'ils aient le droit de circuler librement.

Employés dans le bâtiment, les restaurants, les vendanges, le nettoyage, assurant parfois des chantiers publics de la SNCF ou de la RATP, ou encore la distribution des colis à La Poste, des travailleurs et travailleuses sont pourtant maintenus dans une situation inacceptable : sans papiers. Encore plus que les autres, ils sont à la merci du non-paiement du salaire, de la mise à la porte inopinée, des brimades en tout genre. Ces salariés côtoient tous les jours, souvent dans les mêmes entreprises, d'autres salariés qui, eux, ont des papiers... et le même patron ! C'est le cas par exemple à La Poste, qui maintient sciemment des livreurs dans un statut précaire dans ses filiales de colis comme Chronopost ou DPD, se permettant de les sous-payer et de leur nier le droit à la régularisation.

À plusieurs reprises, avec le soutien de militants de la CGT, de Sud ou de la CNT, des travailleurs sans-papiers ont mené et mènent aujourd'hui des grèves pour leur régularisation : entre 2008 et 2009, une vague de grèves a impliqué plus de 6 000 travailleurs. Il en

a fallu de la combativité, pour arracher des régularisations ! Depuis plus de deux ans, des livreurs de La Poste se sont engagés dans la lutte pour la carte de séjour qui leur est due, comme plus récemment, à l'automne 2023, plus de 500 intérimaires du bâtiment et même une cinquantaine

de salariés d'Emmaüs. Mais le gouvernement et parfois les patrons eux-mêmes bloquent les procédures. Pour des raisons politiques, Darmanin et les préfets filent le train à l'extrême droite et manipulent une « opinion publique » qui serait contre les travailleurs étrangers.

Mais que les travailleurs aient tous les mêmes droits, à commencer par être tous régularisés, il y va de l'intérêt de tout le monde du travail ! Jamais nous n'avons été forts en étant divisés : division et exploitation patronale sont les deux bouts d'un même bâton.

Il faut exiger la régularisation de tous les sans-papiers et de leurs familles. Ils bossent et vivent ici, ils restent ici !

POUR UNE EUROPE SANS FRONTIÈRES

Rien ne symbolise mieux la dégénérescence du capitalisme que les 40 000 kilomètres de murs frontaliers qui existent aujourd'hui dans le monde. Un total dont les trois quarts ont été construits au 21^e siècle. Cette poussée des barbelés a été particulièrement marquée en Europe : en 2014, on y comptait 315 kilomètres de murs frontaliers. Fin 2023, plus de 2 000 !

L'accès actuel de fièvre nationaliste et raciste ne tombe pas du ciel : il fait partie intégrante de l'offensive contre le monde du travail, avec son lot de discriminations, de violences et de division. Elle va à l'encontre des aspirations les plus élevées de l'humanité : les migrations ont toujours été inséparables des échanges, de la diffusion et de la circu-

lation des idées, des techniques et des connaissances. D'un côté, le capitalisme a engendré une internationalisation sans précédent de la production économique et plus généralement de nos existences. Mais simultanément, la classe capitaliste a hérissé le monde de murs et de barrières porteuses des pires violences.

À celles et ceux qui soufflent sur les braises de la crainte de « l'invasion étrangère », nous répondons : c'est vous les ennemis de l'humanité ! Bienvenue à nos sœurs et frères de classe de tous les pays ! Notre classe est internationale, elle ne peut que se renforcer en tissant des liens de solidarité au-delà des divisions. Des liens qui seuls permettront de construire une société qui fera disparaître les barbelés de la surface de la

Terre. Une Europe sans frontières, dans un monde où la liberté de circulation et d'installation serait parfaitement naturelle pour tous les êtres humains : voilà la société communiste pour laquelle nous nous battons. On ne peut décemment pas trier les êtres humains entre ceux qui sont dignes de vivre ici et ceux qui peuvent croupir dans des prisons spécialement construites pour les étrangers, pour ensuite se faire expulser vers des abîmes de misère. On ne peut pas réguler la barbarie capitaliste. Il n'y a pas le choix : pour se débarrasser de ce monde raciste, violent et inégalitaire, il faudra mettre à la poubelle les patrons et leur arme favorite : les frontières.

AUTOMOBILE MA FRANCE AULNAY : 100 % D'OUVRIERS EN GRÈVE DEPUIS SIX JOURS !

Près de 300 ouvriers du sous-traitant automobile MA France (ex-Magnetto) à Aulnay-sous-Bois (93) sont en grève depuis le 16 avril. Ils réclament de « garder leurs emplois » suite à des menaces de fermeture du site, téléguidées par Stellantis, principal donneur d'ordre, et confirmées lundi 22 par la direction de MA France à son service.

Le site d'Aulnay compte 280 ouvriers titulaires, dont 100 % sont en grève depuis six jours (sur les deux équipes de jour et celle de nuit), et près de 140 intérimaires. Ils fabriquent des pièces de ferrage automobile pour Renault (20 %) mais surtout Stellantis : 80 % de la production, pour les sites Stellantis de Poissy, Hordain (ex-Sevelnord) et de Luton en Angleterre. Leur grève a mis les trois sites à l'arrêt.

Stellantis (et son PDG Carlos Tavares) s'arroge un droit de vie ou de mort sur le site de MA France : il est son principal client, celui qui fournit les matières premières, fixe les prix et décide des volumes. Actuellement Stellantis refuse la « retarifcation » sur certains coûts relatifs à l'inflation, pour pousser MA France au dépôt de bilan par étranglement.

Mais malgré ses menaces d'envoyer la production en Turquie, la direction de Stellantis est acculée par la grève. Elle a proposé lundi 22 pas moins de 3 000 euros de prime pour reprendre le travail (sans la moindre garantie de



CORRESPONDANT



la recevoir si l'usine ferme) : preuve qu'elle n'a pas les moyens de faire emboutir les pièces ailleurs, et que le rapport de force est en faveur des grévistes. Ceux-ci ont l'ont envoyé promener : ils continueront la grève, soutenus par une unité syndicale CGT-FO-CFDT : « Ici, il n'y a plus de différence entre les syndicats, il n'y a que des grévistes ! »

Stellantis fait peser sur les sous-traitants des conditions toujours revues à

la baisse que ceux-ci s'empressent de faire peser sur leurs salariés. Les grévistes de MA France cherchent déjà à prendre contact avec d'autres potentiellement menacés. Carlos Tavares avec ses 100 000 euros par jour et les actionnaires de Stellantis qui se partagent 18 milliards de profits ont largement les moyens de maintenir tous les emplois et les salaires !

PAR LÉO BASERLI • 23/04/2024

AÉRONAUTIQUE DASSAULT : RÉPRESSION ET MANAGEMENT AGRESSIF



SITE DASSAULT ARGENTEUIL. S. RANDÉ

« Par curiosité, j'étais allé écouter. Quand je suis revenu à mon service, mon chef m'a dit : "tu as fait grève ?" Je lui ai dit oui. Il m'a dit : "tu viens dans mon bureau tout de suite et tous les autres qui ont fait grève aussi." Et là, il a été très clair, il a dit : "c'est facile, si j'écris votre nom sur la liste des grévistes, votre carrière à Dassault est morte". »

C'est ainsi que ça se passe à Dassault Argenteuil (Val-d'Oise). Celles et ceux qui veulent résister sont blacklistés. Emmanuel Dumoulin, délégué syndical de la CGT, se voit poursuivi dans une deuxième procédure de licenciement. La première avait entraîné une enquête de l'inspection du travail, qui avait mis en avant qu'il était restreint dans l'accès aux outils informatiques, qu'il avait subi de nombreux retraits sur salaire sans raisons, un blocage de sa carrière depuis douze ans...

Une politique de chasse aux syndicalistes pour une entreprise qui engrange des bénéfices immenses en semant la mort partout dans le monde... et semble en dépenser une partie significative pour faire la guerre à celles et ceux qui défendent leurs collègues !

CORRESPONDANT • 22/04/2024

TRANSPORTS RATP : 300 EUROS !

Slogan clair et net : « 300 euros de plus par mois pour tous, sur le salaire et pas en prime ». Variante : « 300 euros ou pas de JO ». Repris par plus de deux cents travailleurs de la RATP le 4 avril, jour de grève, dans un rassemblement devant le siège de la régie à Paris. Castex, le PDG, ancien Premier ministre, qui se présente comme un champion du dialogue social, avait appelé gendarmes et CRS pour bloquer l'entrée. Une centaine de jeunes embauchés, présents en tenue de travail pour leur première grève, la plupart non syndiqués, ont déployé leur banderole face au barrage policier.

LA DIVISION, L'ARME DES PATRONS : À TRAVAIL ÉGAL, SALAIRE ÉGAL !

Ces « jeunes agents », embauchés en 2023 et tout juste titularisés, donnaient le ton. Ils dénoncent la double grille de salaire, instaurée par un accord imposé par Castex et signé par FO et l'Unsa le 1^{er} janvier 2023. Deux volets dans cet accord scélérateur : une sévère dégradation des conditions de travail, sous prétexte de l'ouverture à la concurrence dès le 1^{er} janvier 2025, manière de faire peser tous les coûts sur les travailleurs ! En « compensation » aux reculs imposés : 300 euros de plus par mois sur le salaire pour tous les conducteurs de bus... sauf ceux embauchés après le 1^{er} janvier 2023. Un système à deux vitesses, avec deux grilles de salaires, sur le modèle des usines automobiles aux États-Unis. Un an après le passage en catimini de cet accord pendant la réforme des retraites, les jeunes agents ont pris la rage et la confiance pour exiger leur dû : à travail égal, salaire égal !

JEUNES ET ANCIENS : UNIS POUR LES SALAIRES ET LES CONDITIONS DE TRAVAIL

Cette organisation des jeunes se fait à la base : groupes WhatsApp, signatures d'une pétition soutenue par la CGT, tournées des terminus prises en main par des syndiqués comme des non syndiqués. On discute de comment aller chercher la grille unique, alignée vers le haut, et refuser les conditions de travail dégradées imposées à tous ! Cette grille unique va de pair avec la revendication de tous les travailleurs de la RATP qui exigent aussi 300 euros par mois. Les ouvriers des ateliers étaient présents le 4 avril après des mois de mobilisation sur cette revendication. Une seule grille de salaire, alignée vers le haut et augmentée de 300 euros : pour que nos salaires suivent les prix ! Une AG inter-dépôt est appelée le 25 avril par les équipes de jeunes embauchés soutenues par la CGT, pour réunir jeunes et anciens, syndiqués et non syndiqués et décider des suites. Dans un contexte pré-JO favorable aux salariés des transports (et au-delà), ce mouvement pourrait donner des idées à ceux de la SNCF, Transdev, Keolis...

CORRESPONDANTS • 23/04/2024



CORRESPONDANT

CHIMIE

ALCHIMISTES DES PROFITS... PAR LA DISSOLUTION DE NOS EMPLOIS !

Le jeudi 11 avril, la direction d'Exxon Mobil a annoncé un projet de fermeture de la partie chimie du site de Gravenchon (près de Rouen) : 677 emplois supprimés. Le prétexte de quelques millions perdus sur la fabrication de matières plastiques cache mal le profit global de 36 milliards engrangé en 2023, avec la complicité des pouvoirs publics qui vont arroser de subventions Exxon pour l'aider « à dépolluer le site ».

Toujours dans le secteur de la chimie, dans la région de Grenoble, alors que la pérennité du site de Vencorex, principal opérateur de la plateforme de Pont-de-Claix est en danger, l'interdépendance avec les activités d'autres usines, telles que Solvay, Air liquide, Sequens et Suez, mais aussi avec la plateforme Arkema de Jarrie, laisse planer le risque d'un arrêt de la chimie dans le sud grenoblois, ce qui se traduirait par la disparition de 2 000 emplois industriels. Si comme le dit l'Insee, un emploi industriel génère trois emplois induits, nous nous trouvons donc avec près de 9 000 emplois menacés.

Du côté de Sanofi, le champion national de la pharmacie annonce la suppression de 331 postes en France (notamment en R&D), dont 288 sur le site de Vitry-sur-Seine, d'autres à Montpellier et 1 200 dans le monde... Après des milliers déjà supprimés ces dernières années, Sanofi ne compte pas s'arrêter là : plus de 3000 emplois seraient encore menacés dans les deux prochaines années. Depuis des années, les « plans pour une transition juste » fleurissent dans toutes les régions, pour une production décarbonée en 2050. Les industriels se servent de tous les prétextes et des subventions d'État pour tuer l'emploi, sans pour autant fermer tous les sites (les dépolluer coûterait trop cher).

La mobilisation des salariés se fait attendre : les coups de massue des annonces laissent un sentiment d'impuissance. Les PSE doivent se signer et beaucoup de syndicats sont déjà dans la logique de récupérer des chèques sans se battre. De nombreuses AG ont lieu, mais elles ne débouchent pas encore sur une organisation commune des salariés face à ces attaques. Car seule une mobilisation coordonnée des salariés de la chimie et au-delà pourra empêcher ces licenciements-là, en vue de les interdire tous !

CORRESPONDANTS • 22/04/2024



EXXON MOBIL GRAVENCHON | CORRESPONDANTS

Mineurs isolés ? Unis dans la lutte !



CORRESPONDANT

NETTOYAGE SOCIAL POUR LES JO

Les autorités veulent faire « place nette » pour les Jeux olympiques. Les gymnases ouverts pour loger des centaines de jeunes vont accueillir policiers et agents de sécurité pendant les JO. L'État et la mairie sont main dans la main dans la chasse aux immigrés, alors qu'ils mettent en place 14 250 nouveaux lits pour le village olympique, la honte !

DE LA RUE À LA LUTTE

Mais grâce à l'organisation du collectif des mineurs isolés depuis septembre 2023, après l'expulsion violente¹ de plusieurs centaines d'entre eux regroupés dans le parc de Belleville, ils ont réussi à instaurer un rapport de force. En organisant des assemblées générales, en allant à la rencontre d'autres campements de jeunes, par des rassemblements devant la mairie du 20^e, des occupations... ils ont réussi à imposer à la mairie l'hébergement en gymnases de plus de 450 jeunes. Aussi en s'intégrant aux luttes du monde du travail, en participant à toutes les échéances de mobilisation, avec des cortèges dynamiques et remarquables lors de nombreuses manifestations.

La mobilisation des jeunes du collectif des mineurs isolés montre que la lutte paie, que face aux risques d'OQTF d'un État capitaliste qui organise la répression des étrangers, c'est le mouvement de l'ensemble des travailleurs qui fera gagner reculer ce gouvernement des superprofits, qui ne veut pas qu'on « gâche la fête » par nos luttes.

CORRESPONDANTS • 23/04/2024

1. Voir notre article sur le site : <https://nouveau-parti-capitaliste.fr/en-pleine-offensive-reactionnaire-les-jeunes-migrants-ne-se-laissent-pas-faire/>



» Parce que la solidarité financière est un outil indispensable pour la victoire, n'hésitez pas à verser dans la cagnotte :

www.helloasso.com/associations/liberte-egalite-papiers/formulaires/1



TRANSPORTS À KEOLIS ÇA REPART POUR UN TOUR... DE GRÈVE !

Le lundi 22 avril, les salariés de Keolis Argenteuil Boucles de Seine se sont mis en grève avec un constat clair : « ils nous ôtent le pain de la bouche ». Aucun bus n'est sorti des deux dépôts de Montesson (78) et d'Argenteuil (95). Avec respectivement 95 % et 65 % de grévistes : la grande majorité des 500 salariés ont choisi de se battre pour leurs salaires. La direction n'a proposé que 2,4 % d'augmentation : « Ils nous crachent à la figure », explique un gréviste sur le piquet lundi matin. Les conducteurs réclament 4 % et rappellent que, sans eux, aucun bus ne roule.

La raison de la colère est la même que partout : les salaires ne permettent plus de vivre correctement, quand avec dix ans d'ancienneté, un machiniste gagne encore autour de 1 800 euros par mois. Le travail est de plus en plus dur, Keolis refuse d'acheter du matériel neuf, certains bus accumulent les kilomètres et deviennent difficiles et dangereux à faire



PIQUET DE GRÈVE | ARGENTEUIL, AVRIL 2024 HERMANN CLICK

rouler. En faisant grève sur les deux dépôts à la fois, et en se rendant sur les piquets des uns et des autres, les grévistes montrent leur force et pourraient bien donner des idées à d'autres travailleurs du transport !

CORRESPONDANTS • 23/04/2024

POUR SANCTIONNER LA CASSE SOCIALE DE MACRON ET LA DÉMAGOGIE RACISTE DE LE PEN POUR DONNER DE LA FORCE À UN PROGRAMME DE LUTTE

Votez pour la liste

« Pour un monde sans frontières ni patrons, urgence révolution ! »

Alors que le Parlement européen, comme les parlements nationaux, est aux mains des bourgeois, il y a un enjeu à y envoyer des travailleurs. Non pas pour changer la vie – pour ça il faudra la révolution – mais pour mettre notre nez dans leurs affaires de patrons : dénoncer et révéler leurs petits arrangements entre amis et grandes stratégies géopolitiques, car c'est de nos vies qu'il s'agit !

VOTEZ POUR DES TRAVAILLEURS ET DES TRAVAILLEUSES COMBATIFS

Notre liste de 81 militants est à l'image des classes populaires. 41 femmes et 40 hommes, dont la moitié ont moins de 36 ans, 23 moins de 30 ans et 13 moins de 25 ans, issus de 25 grandes agglomérations des 13 régions de la France métropolitaine. Trois ingénieurs, 23 salariés des métiers dits de maîtrise (dont des techniciens ou des enseignants) et 42 d'exécution. Parmi eux, neuf sont des ouvriers mécaniciens, soudeurs ou des métiers du bâtiment, les autres sont des employés de bureau, facteurs, conducteurs de bus, de car ou de trains, etc. Trois camarades ont pu prendre une retraite bien méritée de l'exploitation (mais pas du militantisme !) et 16 sont étudiants.

Différents statuts et secteurs sont représentés avec quinze camarades des transports, sept de La Poste, deux des chaînes de l'automobile, cinq de l'industrie chimique, dont la pharmaceutique, ou du secteur des eaux, trois du tourisme ou du commerce, un du bâtiment, dix-sept de l'éducation et quinze de la santé ou du social (hôpitaux publics ou secteur associatif). Comme tous les travailleurs, nos camarades ont différents statuts.

UNE LISTE QUI EST EN SOI TOUT UN PROGRAMME DE LUTTE CONTRE L'EXPLOITATION ET LES OPPRESSIONS

Impossible de résumer la somme d'expériences de luttes, sur tous les terrains, qu'incarnent nos 81 candidats. Restons-en aux plus récentes.



Selma Labib, 28 ans, conductrice de bus, est en campagne mais aussi en lutte en ce moment même avec ses collègues jeunes embauchés pour 300 euros de plus par mois, tout comme ses camarades des ateliers de la régie, Samuel et Vincent, eux aussi en plein mouvement de débrayages des ouvriers de la maintenance.



Gaël Quirante, postier licencié après une série de grèves longues et victorieuses dans le département des Hauts-de-Seine, est parvenu à rester représentant syndical malgré la répression. Il partage cet honneur avec Yann, premier fonctionnaire révoqué pour faits de grève depuis 1953. Sont présents aussi à ses côtés sur la liste des postiers d'autres départements et syndicats : Maria, Stéphanie, Xavier, Vincent, Mathias...



Armelle, institutrice de Gennevilliers, a mené à la rentrée de septembre 2023 un mouvement avec les parents pour exiger au moins un enseignant devant chaque élève dans le quartier populaire où elle travaille et habite. Cette activité est coordonnée avec les seize autres enseignants de cette liste, de toutes les régions, du primaire ou du secondaire, qui luttent contre le tri social dans l'éducation, du 93 aux départements ruraux comme le Calvados.

Armelle a fondé le collectif de soutien à la Palestine de Gennevilliers, de même que Blandine et Sébastien de l'hôpital public ont lancé le collectif « Soignants pour Gaza ». Ces camarades, accompagnés par Richard, animateur de l'Union juive française pour la paix (UJFP), témoignent de l'importance politique de la solidarité avec le peuple palestinien.



Damien, aiguilleur SNCF à Lille, a été à l'initiative de comités de grèves durant les conflits de 2016, 2018 et 2019, comme ses camarades cheminots de différentes villes, gares et ateliers : Rémi, Clément, Brenda, Florence, Étienne, Ali, Cédric et Benoît.

Nos camarades du privé ont participé aux nombreuses grèves pour les salaires des dernières années à Biomérieux, Cenexi, Suez, Keolis, Transdev, PSA Stellantis, ou encore Renault. Dans leurs secteurs respectifs, ils

démontrent au quotidien que les travailleurs pourraient gérer la société bien mieux que les capitalistes : ceux de l'industrie pharmaceutique et de la santé face à la pandémie, ceux de l'automobile pour la transition énergétique, ceux du secteur de l'eau pour les équilibres environnementaux...



Florence et Élène du travail social aident le collectif des mineurs isolés de Belleville à s'organiser. Elles sont également à l'initiative, avec Baptiste de Grenoble, des « rencontres du travail social en lutte », collectif qui organise régulièrement des journées de grèves nationales qui mobilisent des dizaines de milliers de travailleurs de ce secteur très dispersé.



Enfin, les camarades du NPA-Jeunes, avec leurs porte-parole Raphaëlle et Victor, interviennent dans toutes les luttes de la jeunesse, en pointe notamment contre le racisme, le sexisme, les violences policières et contre le saccage de la planète par les capitalistes.



ÉLECTIONS EUROPÉENNE DU 9 JUIN 2024 : LE NPA EN CAMPAGNE !

Agenda de campagne de la liste

« Pour un monde sans frontières ni patrons, urgence révolution ! »

JEUDI 25 AVRIL • CERGY • 18H30
Avec Selma Labib
Réunion publique au bar O'Sullivan

VENDREDI 26 AVRIL • PARIS • 19H
Avec Selma Labib et Gaël Quirante
Réunion publique au café « Le Village »,
21 rue Albert Bayet

MARDI 30 AVRIL • NANTERRE • 18H
Avec Gaël Quirante
Comité de campagne

JEUDI 2 MAI • BESANÇON • 20H
Avec Selma Labib
Réunion publique, salle Proudhon,
au Kursaal, 2 pl. du Théâtre

VENDREDI 3 MAI • BEGARD • 19H
Avec Gaël Quirante
Réunion publique

VENDREDI 3 MAI • PARIS • 18H
Avec Selma Labib
Réunion publique lycéenne,
café « Le Delys »,
5 rue des Deux Gares, 75010

SAMEDI 4 MAI • RENNES • 15H À 23H
Fête du NPA-Rennes, salle Carrefour 18

MARDI 14 MAI • GENNEVILLIERS • 19H
Avec Gaël Quirante et Armelle Pertus
Réunion publique, Bourse du travail,
6 rue Lamartine

MERCREDI 15 MAI • MONTPELLIER • 19H
Avec Selma Labib
Réunion publique, salle Guillaume de
Nogaret, Espace Pitot, pl. Jacques Mirouze

MERCREDI 15 MAI • MULHOUSE • 20H
Avec Gaël Quirante
Réunion publique lycéenne,
Auberge de jeunesse, 37 rue de l'illberg

MARDI 21 MAI • RENNES • 20H
Réunion publique, maison
de quartier Villejean

**MERCREDI 22 MAI
IVRY-SUR-SEINE • 19H**
Réunion publique, Espace Robespierre

MERCREDI 22 MAI • GRENOBLE
Réunion publique

JEUDI 23 MAI • CAEN
Réunion publique, salle Gutenberg,
pl. Gutenberg

VENDREDI 24 MAI • LE MANS • 20H
Réunion publique, salle Édith Piaf
(T2 arrêt Espal)

VENDREDI 24 MAI • AGEN
Réunion publique

Sélection culture

UN LIVRE À LIRE

RÉSISTANCE ANTINAZIE OUVRIÈRE ET INTERNATIONALISTE – DE NANTES À BREST, LES TROTSKISTES DANS LA GUERRE (1939-1945) ROBERT HIRSCH, HENRI LE DEM ET FRANÇOIS PRENEAU

Syllepse, 2023, 315 p., 22 €

L'INTERNATIONALISME PROLÉTARIEN AU MILIEU DE LA BARBARIE

Durant la Seconde Guerre mondiale (1939-1945), lorsque la social-démocratie et le stalinisme basculaient sans surprise, mais avec enthousiasme, dans la libération nationale avec la bourgeoisie, une poignée de jeunes militants en Bretagne, la plupart inexpérimentés, mettaient en pratique la fraternisation entre travailleurs des deux camps en guerre.

Les trois auteurs, issus de la tradition de la Quatrième Internationale, ont eux-mêmes construit des équipes militantes dans le travail syndical, parmi les immigrés ou encore en solidarité avec l'Amérique latine. Leur livre est militant sans jamais s'écarter de la rigueur. Il utilise des sources en partie nouvelles, renouvelle des questions, organise le récit détaillé d'une expérience militante inédite : celui du travail politique révolutionnaire dans les rangs de l'armée allemande par des militants trotskistes.

LES CONTRADICTIONS DU TROTSKISME

Le titre illustre bien l'ambiguïté du terme « résistance ». Il est vrai que les militants de la Quatrième Internationale subissaient en majorité¹ une pression nationale les poussant dans leurs écrits à s'adapter à une résistance unie avec la bourgeoisie « *qui pense français* ». Mais ce travail nous montre une réalité plus complexe, celle de militants internationalistes bien loin des manquements de leur direction. Il fait suite au travail pionnier de 1970 reproduisant en fac-similé les publications de *La Vérité*² et à celui de Nathaniel Flakin³, qui nous fait entrer dans un laboratoire remarquable : celui d'un groupe régional, organisant dans l'adversité un internationalisme concret. Comment construire ce travail, trouver les ressources, trouver le ton pour toucher le soldat du rang, comment agiter la population laborieuse de Nantes, Couëron et Brest ? Tout est décrit avec minutie. Au sommet de l'activité, ce travail a organisé 27 soldats et marins, avec une cinquan-

taine de diffuseurs. Malgré un petit tirage, leur propagande révolutionnaire a circulé. La Gestapo en a retrouvé des exemplaires en Italie ! Un courage et une inconscience folles, qui ont multiplié les imprudences telles qu'une réunion avec dix soldats en même temps ou la mise en place d'une imprimerie au sous-sol d'un magasin appartenant à une famille de sympathisants juifs lituaniens !

Tous ont été pris, horriblement torturés et fusillés. Les noms des militants de France sont ici rappelés, alors que nous n'avons pas encore la liste de ces soldats qui défiaient Hitler au cœur de la bête. Mais ce sacrifice n'a pas été inutile. Ce livre précis et accessible au plus grand nombre – et l'on reconnaît le souci militant –, le restitue avec clarté.

» Voir sur notre site, le dernier article de Robert Cruau, postier nantais de 22 ans, exécuté à Brest, dans *Front ouvrier de Brest* :



www.nouveaupartianticapitaliste.fr/article-cruau

1. Un petit groupe, se réclamant de la IV^e Internationale, l'Union communiste, animé par David Korner (Barta) s'y est opposé, de même, avec d'autres axes, que les groupes, comme celui de Marseille, se réclamant de la gauche communiste.

2. Journal trotskiste clandestin sous l'occupation nazie. Fac-similé de *La Vérité Clandestine* (1940-1944), organe de la section française de la IV^e Internationale, suivi du fac-similé de *Arbeiter und Soldat* et des thèses de la Conférence européenne de la IV^e Internationale, Jean-Michel Brabant, Michel Dreyfus, Jacqueline Pluet, Broché, 1978.

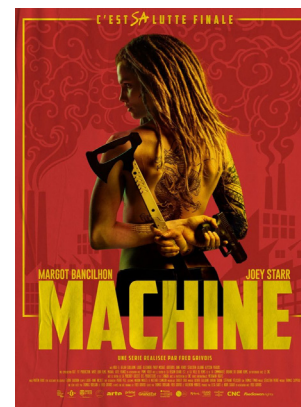
3. *Un Juif berlinois organise la résistance dans la Wehrmacht - Arbeiter und Soldat*, Nathaniel Flakin, Syllepse, 2021. Militant de la Fraction trotskiste (liée à Révolution permanente en France), Nathaniel Flakin livre un exposé dense et documenté de l'itinéraire du cadre trotskiste Martin Monath, l'âme éditoriale d'*Arbeiter und Soldat*.



UNE SÉRIE À VOIR

MACHINE OU LE CAPITAL VERSION KUNG-FU !

Une petite ville ouvrière de l'est de la France, une usine de machines à laver possédée par une famille de notables depuis plusieurs générations, qui va être rachetée par une multinationale coréenne, une mystérieuse intéri-



maire qui sait démonter un char Leclerc, un chef de la maintenance (joué par Joey Starr) qui cite Karl Marx au détour de chaque phrase, un groupe de Gilets jaunes adeptes du complotisme mais prêts à en découdre avec l'État... Et hop ! nous voilà partis pour six épisodes qui revisitent la manière de traiter une lutte d'ouvriers et d'ouvrières contre la fermeture et la délocalisation de leur usine. Il faut aimer la grosse caricature, l'humour potache, la sauce spaghetti et les références aux films de genre, avec une mention spéciale à Kill Bill. Le kung-fu serait-il autant un art marxiste qu'un art martial ? C'est en tout cas la meilleure façon qu'a trouvée Machine (jouée par Margo Bancilhon), l'héroïne de la série (une femme puissante mais du côté des faibles et des opprimés) pour se débarrasser de tous les fâcheux à la solde du grand capital : les jaunes, les fachos, les flics de la BRI, les barbouzes, les Kkangpae... Tout le monde va y passer... et nous on passe un bon moment !

» À voir jusqu'au 17 mai sur arte.tv

PAR MARIE DAROUEN • 22/04/2024

VENDREDI 24 MAI · NANTERRE · 19H30

Avec Gaël Quirante
Meeting/banquet du
NPA-Hauts-de-Seine, Le Ciné'art,
5 bis rue des anciennes mairies

SAMEDI 25 MAI · ROUEN · 15H À MINUIT

Avec Selma Labib et Gaël Quirante
Fête du NPA-Rouen,
40 rue des Coquelicots, 76800
Saint-Étienne-du-Rouvray

SAMEDI 25 MAI · ANNECY

Réunion publique

SAMEDI 25 MAI · LILLE

Rencontre-débat avec les candidats lillois

LUNDI 27 MAI · ANGERS · 19H30

Réunion publique, salle du Doyenné

MARDI 28 MAI · NANTES

Réunion publique, Salons maudit

MARDI 28 MAI · LYON

Réunion publique, CCVA Villeurbanne

MERCREDI 29 MAI · TOULOUSE · 19H30

Meeting

JEUDI 30 MAI · STRASBOURG

Meeting

VENDREDI 31 MAI · METZ

Meeting, FJT Etap'Habitat,
2 rue Georges Ducrocq

MARDI 4 JUIN · LILLE

Meeting, salle Courmont

» Retrouvez tous nos rendez-vous sur notre site web :



www.nouveaupartianticapitaliste.fr/rubrique/agenda

2^e édition des Rencontres d'été révolutionnaires



DU 24 AU 28 AOÛT
AU DOMAINE D'ALBRET,
47230 BARBASTE
(LOT-ET-GARONNE)

» Toutes les informations pour s'inscrire en ligne : www.url-r.fr/VvbXu



» Pour un avant-goût de cette aventure, le programme de 2023 est accessible sur notre site : www.nouveaupartianticapitaliste.fr/programme-rencontre-ete



» Pour toute question, mail à : rencontres.ete@nouveaupartianticapitaliste.fr

INSCRIVEZ-VOUS !

TRI SOCIAL À LA FAC : LA PRÉSIDENTE DE TOLBIAC RECULE DEVANT LA MOBILISATION ÉTUDIANTE

Mardi 19 mars, les différents syndicats étudiants de l'université de Paris 1 annonçaient, en sortie d'une réunion avec la présidence de la fac, qu'un texte présenté en Commission de la formation et de la vie universitaire (CFVU)¹ pourrait conduire à la suppression des rattrapages, des compensations entre les matières et les semestres, des absences injustifiées (jusqu'alors tolérées jusqu'à trois). L'objectif : rendre plus difficiles les validations d'années universitaires et donc écarter (plus rapidement) des cursus les étudiants les plus en difficulté. Cela s'inscrit pleinement dans les politiques successives qui visent à restreindre l'accès à l'université et à l'éducation aux enfants d'ouvriers (Parcoursup, MonMaster, choc des savoirs, etc.).

Le gouvernement n'en finit d'ailleurs pas de s'attaquer aux jeunes « qui ne se tiennent pas sages ». Gabriel Attal a annoncé le 18 avril une série de mesures répressives : présence obligatoire au collège en éducation prioritaire de 8 heures à 18 heures, passage en internat des « élèves perturbateurs », travaux d'intérêt général ou amendes contre les parents « défaillants »... Comme s'ils étaient responsables de la casse de l'enseignement public !

Cette politique chère à l'extrême droite s'ajoute à l'austérité. Le gouvernement cherche à mettre au pas la jeunesse et à adapter l'éducation aux besoins du patronat. Service national universel, uniformes, et maintenant Attal parle de conseil de discipline dès l'école primaire !

NOTRE COLÈRE EST LÉGITIME !

Assemblées générales de centaines d'étudiants, tracts, blocages, tours de TD et de sites... Nous n'avons pas fini de

nous mobiliser et nous appelons tous les étudiants à nous rejoindre, y compris sur les autres centres d'études (facs, lycées, etc.).

Des vigiles n'ont pas hésité à frapper et étrangler des étudiants et étudiantes mobilisés. Mais notre mouvement et plusieurs assemblées générales, réunissant jusqu'à 450 personnes, ont contraint la présidence à reculer. Un mail a été envoyé à l'ensemble des étudiants et étudiantes : « *les discussions et le travail [...] vont continuer afin d'aboutir à un texte qui sera présenté devant la CFVU à la fin du mois de mai.* » Mais « *le régime d'assiduité prévoira comme aujourd'hui la possibilité de trois absences motivées* », « *les modalités de compensation actuelles sont maintenues* », et « *l'existence des rattrapages est garantie* ». Le lendemain, mardi 23 avril, la délégation élue en assemblée générale a chahuté la réunion pour faire entendre ses revendications. Toutes les conditions d'études sont maintenues et plus aucune attaque n'est pré-



sente dans les textes. Mais nous continuons à nous mobiliser, car une partie de nos revendications ont été ajournées à fin mai : sur la prise en compte des étudiants salariés, la suppression des absences en TD, les aménagements pour les étudiants en réorientation, pour les étudiants en situation de handicap, etc., mais aussi des revendications politiques, comme la condamnation des crimes de l'État d'Israël, de la complicité du gouvernement français et de la présidence de la fac. La mobilisation ne faiblit pas : nous avons voté pour faire intervenir le collectif des mineurs isolés du parc de Belleville, le collectif des soignants pour Gaza et les étudiants en ce moment expulsés des Crous. Preuve que les étudiants ont des centaines de raisons de se révolter ! Nous devons étendre la mobilisation : face aux offensives gouvernementales, il faudra qu'on se batte, partout, car c'est comme ça qu'on les fait reculer !

PAR HORTENSE ET MARCELLO
(COMITÉ NPA JEUNES TOLBIAC) • 24/04/2024

1. Instance de réunion entre la présidence et les différents représentants syndicaux, étudiants et enseignants.

Écoles d'art : en lutte contre l'austérité !

Depuis le début de l'année, des mobilisations éclosent dans les écoles d'art. À Angoulême, Caen, Lyon, ou Tours, Angers et Le Mans (regroupées dans l'école TALM), les étudiantes et étudiants, parfois rejoints par le personnel, se sont mobilisés contre le manque de moyens, la hausse des frais d'inscription ou encore la fermeture de formations. Ces mobilisations font suite à un mouvement qui s'est déroulé l'an passé, simultanément à la bataille des retraites. Ce mouvement avait fait émerger une coordination nationale étudiante (CNE) entre écoles d'arts, d'architecture et universités.

Cette année encore, les étudiantes et étudiants se sont saisis de tous les outils pour mettre en mouvement leurs camarades de promo, dénoncer la situation des écoles d'art et médiatiser leurs mots d'ordre : pétition, communiqués sur les réseaux sociaux, affiches, initiatives de soutien, comités de mobilisation, manifs ou encore occupations d'écoles, malgré les intimidations des directions. Ainsi, à Angers, avec l'émergence d'une mobilisation à la fac de lettres contre les baisses de budget, des étudiantes et étudiants des Beaux-Arts ont pu créer des liens qui ont amené à un cortège commun à l'occasion de la grève de la fonction publique du 19 mars. Au Mans, il y a eu des cortèges jeunes les 19 mars et 2 avril (grève de l'éducation), mêlant des étudiants et étudiantes de TALM, de la fac et des lycéens et lycéennes.

Le 25 mars, à l'occasion du conseil d'administration de TALM, les étudiants et étudiantes sont venus des trois sites montrer leur mécontentement dans un carnaval des luttes, coloré et combatif. Une quarantaine d'entre elles et eux, masqués et déguisés ont empêché la tenue de ce conseil, et ont poursuivi par une manifestation et un concert le soir devant l'école.

La mobilisation pourrait reprendre suite aux annonces de Dati et Le Maire à propos des fermetures d'écoles, notamment territo-



riales (moins dotées que les écoles nationales), et des coupes budgétaires dans la culture (204 millions !). Et elle devra s'étendre. La seule manière de gagner, c'est de construire un mouvement à l'échelle nationale dans les écoles, dans la culture et au-delà, afin de revendiquer des écoles d'art ouvertes à toutes et tous, et des moyens pour vivre de la culture et y accéder gratuitement !

CORRESPONDANTS ET CORRESPONDANTES

• 22/04/2024

Un pour tous, tous au Crous !

Cette année encore, les étudiantes et étudiants se sont saisis de tous les outils pour mettre en mouvement leurs camarades de promo, dénoncer la situation des écoles d'art et médiatiser leurs mots d'ordre : pétition, communiqués sur les réseaux sociaux, affiches, initiatives de soutien, comités de mobilisation, manifs ou encore occupations d'écoles, malgré les intimidations des directions.

Tous les quatre ans, l'organisation des Jeux olympiques est l'occasion d'attaques contre les classes populaires. Les prochains JO en France ne feront pas exception.

Après l'augmentation du prix des transports en région parisienne, la grande messe du sport et des sponsors capitalistes va jusqu'à expulser des milliers d'étudiants de leurs logements Crous !

Ceux-ci voient la durée de leur bail annuel s'arrêter en juin, un mois avant les JO. Pour accueillir athlètes, bénévoles et visiteurs aux portefeuilles bien remplis, il faut lancer les rénovations autrefois refusées aux locataires.

Pour les étudiants exclus de leurs logements en plein été, le gouvernement annonce que chacun sera relogé et bénéficiera... de 100 euros ! Problème : personne ne sait où et quand... Alors même que des centaines de milliers de logements vides sont inutilisés en région parisienne.

Les étudiants expulsés s'organisent donc pour se défendre. Depuis plusieurs mois, différents collectifs se montent dans les résidences Crous, comme le collectif Res'crous qui a organisé un rassemblement le 6 avril devant le ministère des Sports pour protester contre cette mise à la rue.

CORRESPONDANTS • 23/04/2024

SUIVEZ LE NPA JEUNES ET PRENEZ CONTACT !

SITE WEB : www.npajeunes.org | FACEBOOK | TWITTER | INSTAGRAM | TIKTOK @npa_jeunes

